

# **Chambre des Représentants.**

SÉANCE DU 11 MAI 1927.

## **Projet de loi**

**apportant des modifications aux lois sur les droits d'enregistrement et de transcription et sur les impôts sur les revenus en matière de fusion de sociétés.**

### **EXPOSÉ DES MOTIFS**

MESSIEURS,

Dans un rapport très documenté, qui a été fait au cours de l'année 1926, la Commission Nationale de la Production Industrielle a établi, entre autres, qu'il faut à la Belgique industrielle du charbon en abondance et à bas prix et que pour atteindre ce but il faut, notamment, favoriser autant qu'il est possible, les groupements et les fusions de charbonnages. « Évidemment, lit-on dans ce rapport, » l'irrégularité du gisement et l'existence de puits très profonds s'opposent à ce » que l'on regroupe les chantiers. Mais la fusion de concessions permettrait une » répartition plus avantageuse des chantiers, une meilleure organisation des » travaux, la production en grand de l'énergie électrique pour les besoins de » l'exploitation et une concentration des installations pour la préparation des » charbons. Les frais généraux seraient diminués.

» Mais il y a un obstacle à la fusion des sociétés minières, ce sont les charges » fiscales qui grèvent cette opération.

» L'État ne perdrait rien par une diminution des taxes qui grèvent les fusions » de sociétés minières, car ces fusions sont actuellement impossibles. »

Ce qui est vrai de la fusion des sociétés minières est également vrai de la fusion des autres sociétés commerciales, ainsi que l'a mis en lumière M. le Président du Comité Consultatif Financier dans une lettre du 26 avril 1927, adressée au Gouvernement, lettre dont nous extrayons le passage suivant :

« Il est avéré que la fusion ou l'absorption de certaines sociétés, notamment » en matière d'industrie charbonnière et de construction métallique, peut seule » permettre de sauver nombre d'affaires présentement menacées de la ruine ou » de la décadence et de prévenir ainsi l'extension du chômage. Il n'est pas dou- » teux, par ailleurs, que le groupement des industries les placerait, par la coor- » dination de la production, la réduction des frais généraux et l'organisation » d'une propagande commune, dans une situation meilleure qu'actuellement » au point de vue de la lutte contre la concurrence étrangère et de la conquête » de débouchés nouveaux.

« Un puissant intérêt social et national s'attache donc à ce que la fusion et le groupement des sociétés, quel que soit d'ailleurs leur statut juridique, soient favorisés par tous moyens, et il importe à cet égard que disparaissent, au plus tôt les entraves qui rendent onéreuses et malaisées du côté de la législation fiscale les réorganisations désirables ».

Le Gouvernement désireux de donner satisfaction aux légitimes revendications du commerce et de l'industrie et reconnaissant qu'il y a un intérêt économique et social à favoriser les fusions de sociétés, a élaboré un projet de loi qui porte modification à la fois aux droits d'enregistrement et de transcription ainsi qu'aux impôts sur les revenus qui deviennent exigibles à cette occasion.

C'est ce projet que le Gouvernement à l'honneur de soumettre à vos délibérations.

D'après les lois en vigueur, les droits d'enregistrement et de transcription sont respectivement de fr. 1.20 p. c. et 1.80 p. c. ; le projet les réduit au tiers, c'est-à-dire, à fr. 0.40 et à fr. 0.60.

Ainsi qu'on le constatera, la réduction d'impôt proposée ne vise que les fusions de sociétés ayant leur principal établissement en Belgique, c'est-à-dire, des sociétés belges.

Mais elle s'applique à toute fusion de sociétés, quel que soit le mode adopté pour la réaliser, qu'elle ait lieu par voie d'absorption ou par voie de création d'une société nouvelle englobant une ou plusieurs sociétés préexistantes. Toutefois, il va de soi que l'immunité ne serait pas applicable si un particulier intervenait à l'acte de fusion et faisant apport à la société absorbante ou à la nouvelle société de biens ou capitaux, en retour desquels il recevrait des droits sociaux. Dans cette hypothèse, en effet, on ne se trouverait plus en présence d'un acte de fusion pure et simple.

L'immunité ne devant profiter qu'aux sociétés actuellement existantes et qui fusionneraient dans les trois ans de la mise en vigueur de la loi nouvelle, il faut prévenir les fraudes qui pourraient se produire en antichassant les actes de constitution ou de fusion. C'est pour parer à ces fraudes que le deuxième alinéa de l'article premier du projet dispose que la réduction d'impôt est subordonnée à la double condition : a) que l'acte de fusion soit présenté à la formalité de l'enregistrement dans les trois ans qui suivent le jour où la loi sera obligatoire ; b) que les sociétés entre lesquelles intervient l'acte de fusion aient été constituées par des actes enregistrés avant le jour où la loi sera obligatoire.

D'accord avec le Comité Consultatif Financier, le Gouvernement n'a pas cru devoir réduire le droit de timbre exigible sur les actions nouvelles qui seront créées en suite de la fusion. Il n'est pas désirable que les actions des sociétés commerciales soient soumises à des taxations différentes selon la nature des actes auxquels elles doivent l'existence.

En matière d'impôts sur les revenus, l'article 15, § 2, des lois coordonnées stipule « qu'en cas de partage de l'avoir social, par suite de liquidation ou de toute autre cause, la taxe mobilière est basée sur l'ensemble des sommes réparties en espèces, en titres, ou autrement, déduction faite du capital social réellement libéré restant à rembourser ».

Par application de cette disposition, une société par actions qui liquide parce qu'elle est absorbée par une autre société ou qui se fusionne avec un autre organisme et reçoit en échange de l'apport de son actif des titres d'une société nouvelle, est considérée comme partageant son avoir social ; la taxe mobilière est conséquemment établie sur la différence entre la valeur des titres remis en échange de l'ap-

port et le capital social réellement libéré restant à rembourser ; le cas échéant, cette taxe mobilière est diminuée, en exécution de l'article 52 des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, à concurrence des impôts directs et des additionnels que la société aurait déjà payés sur les réserves comprises dans les sommes ainsi considérées comme distribuées aux actions ou parts.

L'article 2 du projet de loi tend à ne plus réclamer la taxe mobilière à l'occasion des liquidations de sociétés par actions qui auraient lieu, par fusion ou absorption, avant l'expiration de la période de trois ans qui suivra la mise en vigueur de la loi en projet.

Les mesures nouvelles ne visent que les sociétés par actions, de sorte que l'apport en société d'affaires personnelles ou de firmes constituées autrement que sous la forme de sociétés par actions, continueront à subir des impôts sur les revenus d'après les règles, d'ailleurs libérales, actuellement en vigueur ; taxation des seuls bénéfices *autres que ceux qui représentent la plus-value comptable des immeubles et de l'outillage*, résultant de la modification survenue dans notre situation monétaire.

D'autre part, ne peuvent se prévaloir de l'immunisation d'impôts que les sociétés fusionnées ou absorbées, c'est-à-dire, celles dont l'organisation ou l'activité ne fait que changer de mains ou de propriétaire et ce pour des fins d'ordre économique, dans l'intérêt de la productivité du pays. Les sociétés qui liquident, par cessation d'affaires ou par simple disparition, sont perdues pour l'économie nationale ; aucune mesure spéciale ne se justifie dès lors à leur égard et elles resteront soumises au régime actuel, dans l'éventualité où l'actif social à partager dépasserait le capital social libéré restant à rembourser.

*Le Ministre des Finances,*

Baron M. HOUTART.

---

# Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 11 MEI 1927.

## Wetsontwerp

houdende wijzigingen aan de wetten op de registratie- en de  
overschrijvingsrechten en op de inkomstenbelastingen  
inzake fusie van maatschappijen.

## MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

In een stevig gedocumenteerd verslag, dat in den loop van het jaar 1926 werd uitgebracht, heeft de Nationale Commissie voor de Nijverheidsproductie onder meer vastgesteld dat het industriele België kolen in overvloed en tegen lagen prijs noodig heeft en dat men, om dit doel te bereiken, inzonderheid zooveel mogelijk het groepeeren en het samensmelten van de kolenmijnexploitaties moet begunstigen. « Zeker, aldus dit verslag, verhinderen de onregelmatige ligging van » de kolenbeddingen en het bestaan van zeer diepe putten het hergroepeeren » van de werken. Maar de fusie van de concessies zou voordeeligere indeeling van » de werken, betere organisatie van den arbeid, voortbrengt in het groot van » elektrische drijfkracht voor de behoeften van de exploitatie en concentratie van » de inrichtingen voor het bereiden van de kolen mogelijk maken. De algemeene » kosten zouden er door verminderen.

» Maar er bestaat een hinderpaal voor het samensmelten van de mijnbouw- » maatschappijen, te weten de fiscale lasten welke op deze verrichting drukken.

» De Staat zou niets verliezen bij een vermindering van de belastingen welke » op de fusie van de mijnbouwmaatschappijen wegen, want deze samensmel- » tingen zijn thans onmogelijk ».

Wat waar is omtrent de fusie der mijnbouwmaatschappijen is eveneens waar wat betreft de fusie van de overige handelsmaatschappijen zooals de Heer Voorzitter van het Financieel Komiteit voor advies in het licht heeft gesteld in een schrijven van 26 April 1927 aan de Regeering, waaruit wij volgende passus overnemen :

« Het staat vast dat de fusie of de opslorping van sommige vennootschappen, » inzonderheid in zake het kolenbedrijf en het metaalbouwbedrijf het alleen kan » mogelijk maken een aantal thans met ondergang of met verval bedreigde » bedrijven te redden en aldus de uitbreiding van de werkloosheid te voorkomen. » Anderzijds valt het niet te betwijfelen dat de groepeeren van de nijverheids-

» takken ze door het coördineeren van de voortbrengst, het verminderen der  
 » algemeene kosten en het inrichten van een gemeenschappelijke propaganda, in  
 » een beteren toestand dan den huidige zou stellen, wat de concurencie van het  
 » buitenland en het aanwinnen van nieuwe afzetgebieden betreft.

» Het is dus van zeer groot maatschappelijk en nationaal belang dat het  
 » samensmelten en het groepeeren van de vennootschappen hoedanig trouwens  
 » ook haar juridisch statuut moge zijn, door alle middelen zouden begunstigd  
 » worden en in dat opzicht dienen de belemmeringen van wege de fiscale wetge-  
 » vingen die de wenschelijke reorganisaties kostbaar en lastig maken, zoo  
 » spoedig mogelijk te verdwijnen ».

Willende voldoening geven aan de rechtmatige eischen van handel en nijver-  
 heid, en erkennende dat het in economisch en maatschappelijk opzicht van belang  
 is de samensmelting van vennootschappen te begunstigen, heeft de Regeering  
 een wetsontwerp uitgewerkt, waarbij meteen wijzigingen worden aangebracht  
 aan de registratie- en overschrijvingsrechten en aan de inkomstenbelastingen,  
 welke bij deze gelegenheid invorderbaar worden.

De Regeering heeft de eer dit ontwerp aan uwe beraadslagingen te onder-  
 werpen.

Volgens de van kracht zijnde wetten, bedragen de registratie en overschrij-  
 vingsrechten onderscheidenlijk 1.20 f. h. en 1.80 f. h.; het ontwerp vermindert  
 ze tot één derde, zegge tot fr. 0.40 en fr. 0.60.

Zooals men zal vaststellen slaat de voorgestelde vermindering van belastingen  
 slechts op de fusie van vennootschappen, welke haar voornaamste inrichting in  
 België hebben, 't is te zeggen Belgische vennootschappen.

Maar zij is van toepassing op elke samensmelting van vennootschappen welke  
 wijze daartoe ook worde aangewend onverschillig of deze plaats grijpt bij wijze  
 van opslorping ofwel bij wijze van oprichting van eene nieuwe vennootschap die  
 een of meer te voren bestaande vennootschappen omvat. Het spreekt nochtans van  
 zelf dat de vrijstelling niet toepasselijk zou zijn indien een *particulier* bij de akte  
 van fusie optrad en in de opslorpande vennootschap of in de nieuwe vennootschap  
 goederen of kapitalen inbracht, in ruil waarvoor hij rechten in de vennootschap  
 bekomen zou. Inderdaad, in deze onderstelling zou men niet meer voor een  
 eenvoudige akte van samensmelting staan.

Vermits de vrijstelling slechts kan baten aan de thans bestaande vennoot-  
 schappen die binnen de drie jaar na het van kracht worden der nieuwe wet  
 zouden samensmelten, moet men het bedrog voorkomen dat zou kunnen  
 geschieden door het antedateeren der akten van oprichting of van samensmel-  
 ting. Om dat bedrog te keer te gaan, wordt bij het 2<sup>de</sup> lid van het artikel één van  
 het ontwerp bepaald, dat de vermindering van belasting afhankelijk wordt  
 gemaakt van de dubbele voorwaarde dat : a) de akte van fusie tot het volbrengen  
 van de registratieformaliteit worde voorgelegd binnen de drie jaar, na den dag  
 waarop de wet verbindend wordt ; b) de vennootschappen, die tot fusie overgaan,  
 opgericht werden bij akten geregistreerd vóór den dag waarop de wet verbindend  
 wordt.

In overleg met het Financiëel Komitee voor advies, heeft de Regeering niet  
 gemeend het zegelrecht te moeten verminderen, invorderbaar op de nieuwe  
 aandelen, die ten gevolge van de fusie zullen uitgegeven worden. Het is niet  
 wenschelijk dat de acties der handelsvennootschappen verschillend belast worden  
 volgens den aard der akten, waaraan zij haar bestaan ontleenen.

Inzake de belastingen op de inkomsten wordt bij artikel 13, § 2, der samenge-

schakelde wetten bepaald wat volgt : « Wordt, ten gevolge van vereffening of om » eenige andere reden, overgegaan tot de verdeeling van het maatschappelijke » vermogen, dan wordt de belasting geheven van het geheel bedrag der sommen » uitgekeerd in specie, in titels of anderszins, na aftrek van het werkelijk volge- » stort maatschappelijk kapitaal dat nog terugbetaalbaar is ».

Bij toepassing van deze bepaling wordt eene vennootschap op acties die liquideert omdat zij wordt opgeslorpt door eene andere vennootschap of die samen-smelt met een ander organisme en in ruil voor de inbrengst van haar actief titels krijgt van een nieuwe vennootschap, beschouwd als overgaande tot de verdeeling van haar maatschappelijk vermogen; de belasting op roerende zaken wordt dienvolgens gevestigd op het verschil tusschen de waarde der titels uitgereikt in ruil voor den inbreng en het werkelijk volgestort maatschappelijk kapitaal, dat nog terugbetaalbaar is; in voorkomend geval, wordt, ter voldoening aan artikel 52 der samengeschakelde wetten betreffende de belastingen op de inkomsten, deze belasting op roerende zaken verminderd met het bedrag der rechtstreeksche belastingen en der opcentiemen, die de vennootschap reeds zou betaald hebben op de reserves begrepen in de sommen aldus beschouwd als uitgekeerd aan de acties of aandelen.

Artikel 2 van het wetsontwerp strekt ertoe de belasting op roerende zaken niet meer te vorderen, ter gelegenheid van de likwidaties van vennootschappen op acties die zouden plaats grijpen door fusie of opsorping, vóór het verstrijken van den termijn van drie jaar, na het van kracht worden van de ontworpen wet.

De nieuwe maatregelen bedoelen slechts de vennootschappen op acties, zoodat de inbrengst in de vennootschap van persoonlijke zaken of van firma's welke anders dan onder den vorm van vennootschappen op acties zijn opgericht, de belastingen op de inkomsten verder ondergaan, luidens de, trouwens milde, bepalingen welke thans van kracht zijn; het alleen belasten van de winsten *andere dan diegene welke de geboekte meerwaarde van de gebouwen en van het materieel vertegenwoordigen*, meerwaarde voortspruitend uit de in onzen munttoestand voorgekomen wijziging.

Anderzijds, op de vrijstelling van belastingen, kunnen enkel aanspraak maken de samengesmolten of opgeslorpte vennootschappen, zegge diegene waarvan de inrichting op bedrijvigheid slechts in andere handen overgaat of van eigenaar veranderd, en dit om doeleinden van economischen aard, in het belang van 's Lands productiviteit. De vennootschappen die liquideeren bij opheffing van zaken of bij eenvoudige verdwijning, zijn verloren voor 's Lands économie; derhalve kan geen bijzondere maatregel te haren opzichte gebillijkt worden, en zij zullen aan het huidige regime onderworpen blijven bij aldien het te verdeelen maatschappelijk vermogen het volgestort maatschappelijk kapitaal dat nog terugbetaalbaar is zou te boven gaan.

*De Minister van Financiën,*

B<sup>r</sup> M. HOUTART.

---

**CHAMBRE**  
**des Représentants.**

**KAMER**  
**der Volksvertegenwoordigers**

**PROJET DE LOI**

**apportant des modifications aux lois sur les droits d'enregistrement et de transcription et sur les impôts sur les revenus en matière de fusion de sociétés.**

**WETSONTWERP**

**houdende wijzigingen aan de wetten op de registratie- en de overschrijvingsrechten en op de inkomstenbelastingen inzake fusie van maatschappijen.**

**Albert,**

**ROI DES BELGES,**

*A tous, présents et à venir, Salut :*

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

**ARTICLE PREMIER.**

Sont réduits des deux tiers les droits proportionnels d'enregistrement et de transcription exigibles, d'après les lois existantes, sur les actes portant fusion, de quelque manière qu'elle s'opère, de sociétés commerciales ou de sociétés civiles ayant emprunté la forme des sociétés commerciales et qui ont leur principal établissement en Belgique.

La réduction est subordonnée à la double condition :

a) que l'acte de fusion soit présenté à la formalité de l'enregistrement dans les trois ans qui suivent le jour où la présente loi sera obligatoire;

b) que les sociétés entre lesquelles intervient l'acte de fusion aient été constituées par des actes enregistrés avant le jour où la présente loi sera obligatoire.

**Albert,**

**KONING DER BELGEN,**

*Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.*

Op de voordracht van onzen Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUTEN :

**ARTIKEL ÉÉN.**

Worden met twee derden verminderd de evenredige registratie- en overschrijvingsrechten, volgens de bestaande wetten invorderbaar op de akten van fusie, op welkdanige wijze deze geschiede, van handelsvennootschappen of van burgerlijke maatschappijen die den vorm van handelsvennootschappen hebben aangenomen en die haar voornaamste inrichting in België hebben.

Deze vermindering is afhankelijk van de dubbele voorwaarde, dat :

a) de akte van fusie tot het volbrengen van de registratie formaliteit worde voorgelegd binnen de drie jaar na den dag waarop deze wet verbindend wordt;

b) de maatschappijen die tot fusie overgaan opgericht werden bij akten geregistreerd vóór den dag waarop deze wet verbindend wordt.

## ART. 2.

L'article 15, § 2, des lois coordonnées concernant les impôts sur les revenus, est complété comme il suit :

« Toutefois cette taxe ne sera pas  
» appliquée aux sociétés qui liquide-  
» ront par fusion, de quelque manière  
» qu'elle s'opère, avant l'expiration de  
» de la période de trois ans qui suit le  
» jour de la mise en vigueur de la pré-  
» sente loi. »

Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 mai 1927.

## ART. 2.

Artikel 15, § 2 der samengescha-  
kelde wetten betreffende de inkom-  
stenbelastingen wordt aangevuld als  
volgt :

« Deze belasting wordt echter niet  
» toegepast op de vennootschappen die  
» liquideeren, door fusie, op welk-  
» danige wijze deze geschiede, vóór  
» het verstrijken van het tijdperk van  
» drie jaar na den dag, waarop deze  
» wet van kracht wordt ».

Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 9<sup>n</sup> Mei 1927.

ALBERT.

Par le Roi :  
*Le Ministre des Finances,*

Van 's Konings wege :  
*De Minister van Financiën,*

B<sup>on</sup> M. HOUTART.

